

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**2025-027**

**Achat d'un simulateur de conduite  
(Habitacle et environnement virtuel)  
dans le cadre de la conduite d'un projet de  
recherche en psychologie expérimentale**

Marché public de fourniture à procédure  
adaptée en en application des articles  
L-2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de  
la Commande Publique

## SOMM AIRE

---

Article 1.	OBJET DU MARCHÉ .....	3
Article 2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	3
Article 3.	DURÉE D'EXECUTION.....	5
Article 4.	NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS EXIGÉES .....	5
Article 5.	Conformité et garantie .....	7
Article 6.	VERIFICATION ET ADMISSION .....	8
Article 7.	GARANTIES DE SERVICE .....	9
Article 8.	OBLIGATION DU TITULAIRE .....	9
Article 9.	PRIX.....	9
Article 10.	MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT.....	10
Article 11.	PENALITES .....	12
Article 12.	SOUS-TRAITANCE.....	13
Article 13.	ASSURANCES .....	13
Article 14.	RESILIATION.....	14
Article 15.	DIFFERENDS ET LITIGES .....	14
Article 16.	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	15

## ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ

---

### 1.1 Objet de la prestation

Le présent marché concerne l'acquisition d'un simulateur de conduite et de son environnement virtuel pour le Laboratoire Parisien de Psychologie Sociale (LAPPS) de l'Université Paris Nanterre. Il est destiné à réaliser des études sur l'acquisition des habitudes comportementales de respect des limitations de vitesse dans différents environnements.

### 1.2 Allotissement

En application de l'article L.2113-10° du Code de la commande publique, le présent marché ne fera pas l'objet d'un allotissement car celui-ci ne permet pas l'identification de plusieurs prestations distinctes.

### 1.3 Procédure et forme du marché

Le marché est passé suivant une procédure adaptée, en application des articles L. 1111-3, L. 2123-1.1°, R. 2123-1.1°, R. 2123-4, R. 2123-5 du Code de la commande publique (CCP).

La présente consultation est réalisée pour l'exécution d'un marché de fourniture.

### 1.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 1.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Le titulaire aura la possibilité de prévoir des prestations supplémentaires éventuelles comme suit :

- Garantie 12 mois (2ème année)
- Garantie 24 mois (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année)

### 1.6 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations ont lieu sur le site de l'Université Paris Nanterre à l'adresse suivante :

Bâtiment Zazzo (ex Bât. C), rez-de-chaussée,  
Plateforme Régine Scelles.  
200, avenue de la République, 92000 Nanterre

## ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

---

### 2.1 Ordre de priorité

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité ainsi, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité mentionné ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes [Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF)];
- Le cahier des clauses particulières (CCP);
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG - FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Bien que non joint au marché, il est réputé parfaitement connu des parties ;

- Le Cadre de réponse technique (CRT) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

## **2.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles**

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

L'exemplaire original de ces documents, conservé dans les archives de l'université fait seul foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## **2.3 Pièces à remettre au titulaire**

**Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS**, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de son annexe financière délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives du marché (le CCP et plan du campus) pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

**En vertu de l'article 4.2.2 du CCAG-FCS**, l'acheteur remet également au titulaire, à sa demande et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le CCAG-FCS est consultable sur le site :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

## **ARTICLE 3. DUREE D'EXECUTION**

---

La durée estimative du marché est de 3 mois.

La garantie minimale de l'équipement est minimum de 12 mois.

- Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire.
- La prestation devra avoir été exécutée avant le 09 Juin 2025.
- L'entreprise renseignera dans son offre les délais de fabrication, de livraison et d'installation. Elle s'engage à respecter ces délais maximums.

## **ARTICLE 4. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS EXIGÉES**

---

#### **4.1 Contenu de la prestation**

- La fourniture du matériel défini ci-après ;
- La livraison, le déchargement et la mise en place du matériel sur le site ;
- L'installation se fera dans le respect des prescriptions du fabricant ;
- La mise en route accompagnée de tests de fonctionnement ;
- La garantie du matériel d'une durée minimum de 1 an ;
- Le détail le plus précis possible du prix de son offre.

#### **4.2 Descriptif du matériel**

Le LAPPS (équipe PS2C) souhaite s'équiper d'un simulateur de conduite accompagné d'environnements virtuels. Le simulateur et ses environnements permettront de conduire différents projets de recherche en psychologie expérimentale sur la construction des habitudes.

Les qualités essentielles et non modifiables de l'instrument seront l'aspect réaliste de l'habitacle de voiture, le caractère immersif de la simulation, l'inclusion d'environnement virtuels modulables (et/ou la possibilité de les modifier via des prestations supplémentaires si nécessaire), de répondre aux exigences du protocole de recherche.

##### **Caractéristiques de l'habitacle :**

L'habitacle devra imiter celui d'une automobile de façon réaliste et inclure :

- Un siège de voiture ;
- Un volant, des pédales et une boîte de vitesse (si possible avec retour de force),
- Des rétroviseurs ;
- Un module type ordinateur de bord (p.ex. GPS, radio...)
- Un compteur de vitesse

Le comportement routier de la voiture et de l'interaction avec le véhicule (adhérence, inertie, etc) doit être réaliste.

##### **Caractéristiques de l'environnement virtuel :**

L'environnement virtuel devra être présenté de façon immersive, avec affichage à écran hémicyclique ou écrans multiples ;

Différents environnements virtuels par défaut devront être inclus (tels que la conduite en agglomération, hors agglomération, sur des routes à une ou plusieurs voies, avec ou sans intersection, dans différentes conditions météorologiques) et les caractéristiques de ces environnements facilement modulables (tels que la présence ou non de panneaux de signalisation, la vitesse maximale autorisée sur le segment, la quantité de trafic environnant et la vitesse de ce trafic, la distance inter-véhicules) ;

Il devra être possible de scénariser le comportement des autres voitures (possibilité de mettre en place des règles de ralentissement, d'accélération, ou d'automatisation des voitures du trafic) ;

Cet environnement virtuel devra pouvoir être modifié rapidement au besoin (y compris via le recours à des prestations supplémentaires) ;

L'environnement devra permettre de faire des feedbacks individualisés sur une ou plusieurs des caractéristiques mesurées dans le dispositif (voir les exigences du protocole de recherche).

Le titulaire devra fournir une licence perpétuelle.

### Exigences liées au protocole de recherche :

Le dispositif devra permettre de recueillir : les zones et durées de fixation des participants (i.e., via un EyeTracker), la vitesse du véhicule en continu, le temps et la distance de dépassement des limitations de vitesse, le timing, la force et la direction d'appui sur les commandes (i.e., moment du freinage, force du freinage), les temps de réaction (e.g., délai entre la fixation oculaire et le freinage ou décélération, délai entre la présentation d'un stimulus et le freinage ou décélération), la distance inter-véhicules, la distance de freinage, la distance d'arrêt.

Les données issues des comportements des utilisateurs du simulateur devront pouvoir être recueillies précisément en vue d'analyses statistiques, c'est-à-dire que les données devront pouvoir être extraites au format CSV ou équivalent.

Ces différentes données recueillies devront pouvoir être mises en parallèle (c'est-à-dire que le fichier devra présenter les données recueillies sur une personne en fonction d'un indicateur temporel commun).

Il devra être possible de présenter différents trajets à la suite les uns des autres, la durée de ces trajets devra pouvoir être modulée (en particulier être courte, c'est-à-dire 20 à 60 sec).

Il devra être possible de disposer d'un outil d'édition du protocole de recherche (le chercheur doit pouvoir regrouper des fonctionnalités/trajets sous la forme d'essais, de décider quels essais composent un bloc expérimental, de modifier le nombre d'essais par bloc et d'ajouter de la randomisation etc.).

### Formation :

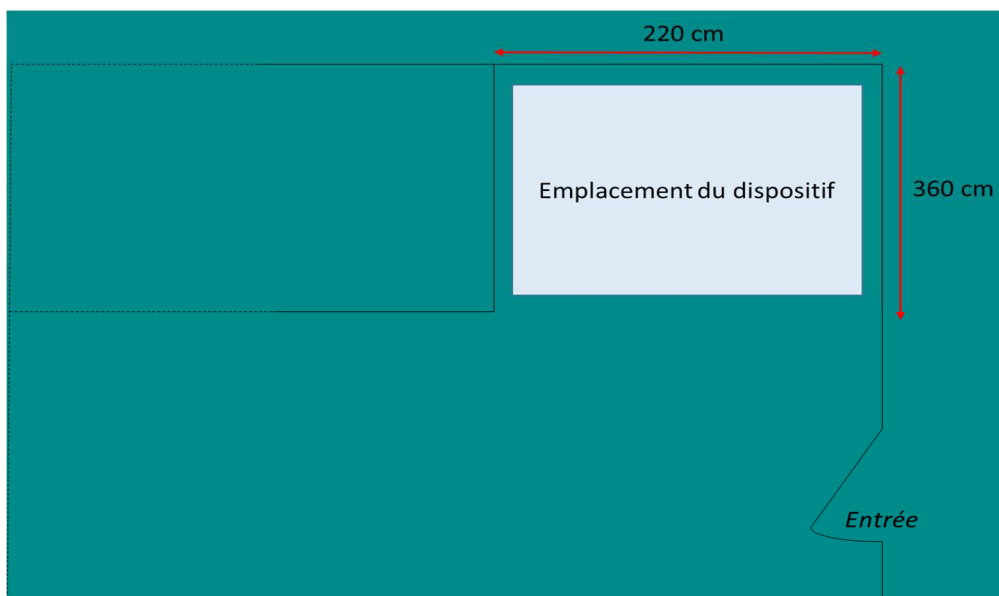
En présentiel ou distance, via échange ou documentation.

### Documents à fournir :

- Manuel d'installation et de mise en route
- Manuel de maintenance
- Certificats de conformité CE

### Emplacement :

Le dispositif devra pouvoir être inséré dans l'espace suivant (i.e., espace disponible : 2.2m \* 3.6m):



### **4.3 Installation**

L'entreprise prendra toutes les précautions nécessaires pour éviter toute détérioration du Bâtiment lors de l'installation. Elle sera considérée responsable en cas de dégâts notables.

Un état des lieux préalable sera établi de manière contradictoire.

Le matériel commandé sera installé dans la zone désignée au préalable, au rez-de-chaussée du bâtiment Zazzo (Cf rubrique emplacement de l'article 4.2 du présent CCP).

L'entreprise devra apporter ses propres moyens de manutention et prendra garde notamment à ne pas endommager le sol.

L'entreprise évacuera du site tous déchets et emballages générés par l'installation du matériel.

Tout matériel endommagé à l'issue de l'installation devra être remplacé à l'identique dans les plus brefs délais.

### **4.4 Livraison**

La livraison est possible du lundi au vendredi, de 9h à 12h, puis de 13h30 à 17h.

Le titulaire devra prévoir un mode de livraison durable (véhicule électrique, biocarburant...).

Le titulaire assume envers l'Université l'entière responsabilité du transport et des livraisons, que celles-ci soient effectuées par leur propre personnel ou par un transporteur privé.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, de chargement, l'arrimage et le déchargement incombent au titulaire.

### **4.5 Réception**

La prestation sera considérée comme achevée dès lors que la formation sera finie après la réception des matériels commandés qui devront avoir été correctement montés, testés et installés.

## **ARTICLE 5. CONFORMITE ET GARANTIE**

---

### **5.1 Conformité du matériel**

Les matériels installés seront conformes aux normes et directives machines en vigueur en France à la date de la commande. L'ensemble du matériel fourni (de manière non exhaustive : armoire électrique, carters, systèmes de sécurité et de commande) devront être certifiés à la norme CE.

L'entreprise fournira, avec son offre, les PV de conformité des matériels installés, ainsi qu'un manuel d'utilisation, d'installation et de maintenance en français.

### **5.2 Service après-vente / Garantie**

Le matériel devra être garanti au minimum 1 an conformément à l'article 33.1 des CCAG-FCS.

Le titulaire a la possibilité de proposer une extension de la garantie incluse dans le cadre de  
CCP – 2025-027 – Acquisition d'un simulateur de conduite pour le LAPPS

la prestation supplémentaire éventuelle (PSE). L'université se réserve le droit de lever la PSE.

L'offre présentera les conditions de garantie du matériel installé, ainsi que la durée de mise à disposition des pièces de rechange.

La prestation de service garantira le bon fonctionnement des machines par l'obligation :

- D'intervention en cas de panne dans le respect des délais sur lesquels le titulaire s'est engagé. Le titulaire devra s'engager sur un délai d'intervention inférieur ou égal à 15 jours.
- De remplacement des pièces défectueuses par des pièces neuves, dans un délai d'intervention inférieur ou égal à 15 jours.

L'offre présentera de façon claire et précise les conditions de SAV. L'offre présentera les conditions de garantie du matériel installé, ainsi que la durée de mise à disposition des pièces de rechange.

## **ARTICLE 6. VERIFICATION ET ADMISSION**

---

De manière générale, les articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG-FCS s'appliquent.

Les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### **6.1 Commencement des opérations de vérification**

**Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG FCS**, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'instrument par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché, ou le cas échéant à la fin de la formation initiale des utilisateurs de l'instrument si celle-ci est postérieure à la mise en service.

### **6.2 Délais et modalités des opérations de vérification des prestations**

Première étape : la vérification d'aptitude :

**Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS** la vérification d'aptitude a pour but de constater que le matériel et les progiciels installés et mis en ordre de marche, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées, le cas échéant, par le présent marché ou, dans le silence de celui-ci, par la documentation du titulaire. Cette constatation peut résulter de l'exécution dans les conditions fixées par le présent marché d'un ou plusieurs programmes d'essais.

La vérification porte sur l'ensemble des matériels installés et mis en ordre de marche, accessoires inclus, tel que prévu au titre du présent marché.

**Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS**, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de trente jours.

Si la vérification d'aptitude est positive, le représentant du pouvoir adjudicateur procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, la personne responsable du marché prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire, après intervention sur le matériel, notifie une nouvelle mise en ordre de marche.

Deuxième étape : La vérification de service régulier :

La vérification de service régulier a pour but de constater que le matériel et les progiciels fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées au 27 du CCAG-FCS.

La régularité du service s'observe à partir du jour où les éléments ont été déclarés aptes.

**Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS**, le délai dont dispose l'établissement pour notifier sa décision est de trente jours.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

## **ARTICLE 7. GARANTIES DE SERVICE**

---

Un interlocuteur unique, parlant français sera dédié au suivi de l'exécution du service destiné à l'Université. Le titulaire devra également nommer un chef d'équipe en charge de coordonner le travail de ses salariés sur le chantier.

Le titulaire communique les noms et coordonnées de l'interlocuteur en annexe de l'acte d'engagement du présent marché (nom(s), adresse personnelle au sein de l'entreprise, ligne téléphonique directe, n° de télécopie, adresse électronique personnelle au sein de l'entreprise, etc.)

Le titulaire se chargera d'informer l'Université en cas de changement d'interlocuteur.

## **ARTICLE 8. OBLIGATION DU TITULAIRE**

---

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat au titre du présent marché public. Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## **ARTICLE 9. PRIX**

---

### **9.1 Nature du prix**

Le présent contrat est conclu à **un prix ferme et forfaitaire**. Ce prix couvre l'ensemble des prestations du marché.

L'unité monétaire est l'Euro.

### **9.2 Contenu des prix**

Le prix forfaitaire comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents (à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu demandé, coût de déplacement...)

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le Titulaire, en tant que professionnel averti, tient compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés au cours de l'exécution des prestations définies ci-dessus.

### 9.3 Actualisation du prix

Conformément à l'article R. 2112-11 du Code de la commande publique, ce prix sera actualisé, si la date de début d'exécution dépasse de trois mois la date de fixation du prix par le candidat.

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché selon la formule ci-après :

$$P = P_0 \times I / I_0$$

Dans laquelle :

- P= le prix actualisé
- P<sub>0</sub>= le prix initial
- I = l'indice A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques, valeur du mois de début d'exécution moins trois mois (indice accessible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764341>)
- I<sub>0</sub> = l'indice A38 CI, CPF 26 – Produits informatiques, électroniques et optiques – valeur du mois au cours duquel le candidat a fixé ses prix (indice accessible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764341>)

## ARTICLE 10. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

---

### 10.1 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.2 Avance

En vertu des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique :

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où **le délai d'exécution est supérieur à deux mois** ».

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché. Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Avance TPE/PME

Si le titulaire est une TPE/PME, le pourcentage de l'avance sera porté à 20%.

Les candidats indiqueront à l'article B4 de l'acte d'engagement s'ils renoncent au bénéfice de  
CCP – 2025-027 – Acquisition d'un simulateur de conduite pour le LAPPS

l'avance prévue aux articles R2191-3 du code de la commande publique.

### 10.3 Acomptes et paiements partiels

Il ne sera pas versé d'acompte au titre du présent marché.

### 10.4 Rythme des paiements

Le paiement se fera sur demande du titulaire après réception et sur présentation des factures dans le délai global de paiement indiqué ci-dessus.

### 10.5 Modalité de facturation

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché (2025027FOURL00) inscrit sur le bon de commande précité ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation ;
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes ou à un service fait partiel.



**Attention !** Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

### Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :

Les factures du titulaire doivent obligatoirement être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) Numéro de marché facultatif mais préférable

## 10.6 Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## ARTICLE 11. PENALITES

---

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture. Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG FCS.

### 11.1 Pénalités de retards

**Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS**, lorsque le délai contractuel d'exécution (délais indiqués dans le CRT (Cadre de Réponses Techniques) à l'Acte d'engagement relative aux délais et dans le mémoire technique du titulaire) est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise à demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = (V \cdot R) / 300$$

Dans laquelle :

- ♦ P =                   montant des pénalités ;
- ♦ V =                   valeur HT du bon de commande en retard ;
- ♦ R =                   nombre de jours de retard.

Si les délais de livraison prévus au présent marché sont dépassés, l'administration peut pourvoir à l'exécution de la livraison auprès d'un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire : l'augmentation de dépenses qui pourrait en résulter par rapport aux prix initiaux du marché sera à la charge du titulaire.

### 11.2 Autres pénalités

Lorsque le délai contractuel d'intervention en cas de panne (délais indiqués dans l'annexe 2 à l'AE relative aux délais et dans le mémoire technique du titulaire) est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise à demeure préalable, des pénalités s'élevant à 200 euros HT par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont déduites du montant restant dû par l'université ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation.

Si le montant des pénalités est supérieur au montant minimum du marché, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation aux torts du titulaire.

## **ARTICLE 12. SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## **ARTICLE 13. ASSURANCES**

---

**Par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS**, le titulaire doit remettre une attestation d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle, en cours de validité, lors de la remise de son offre.

### **13.1 Assurance responsabilité civile et dommage aux tiers**

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

### **13.2 Assurance vols et dommage aux biens**

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens de l'université, que le dommage soit dû à un membre de son personnel ou à un matériel dont il dispose.

Les avaries, détériorations aux mobiliers, matériels et équipement déménagés et ceux existants, pertes ou vol survenus dès la prise en charge et jusqu'à la mise en place, seront réparés ou remplacés aux frais du titulaire à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

### **13.3 Justificatifs**

En cas de sinistre, le titulaire s'engage à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur et à lui confirmer sa déclaration par écrit dans les vingt-quatre (24) heures par courrier recommandé avec avis de réception. En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par les attributaires, ceux-ci sont réputés la prendre intégralement à leur charge.

## **ARTICLE 14. RESILIATION**

---

Outre les hypothèses de résiliation pour motif d'intérêt général, l'Université se réserve le droit de résilier le présent marché :

- En cas de mauvaise exécution du marché rendant impossible le maintien des relations contractuelles.
- Dans les hypothèses prévues aux articles 38 à 40 du CCAG-FCS.

### **14.1 Résiliation pour faute du titulaire**

Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, l'Université se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du titulaire dans les cas prévus par ladite disposition.

### **14.2 Mise en demeure préalable**

La résiliation prévue à l'article 41 du CCAG-FCS doit être précédée d'une mise en demeure préalable. Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour s'exécuter. Ce délai court

CCP – 2025-027 – Acquisition d'un simulateur de conduite pour le LAPPS

à compter de la réception de la mise en demeure du titulaire.

## **ARTICLE 15. DIFFERENDS ET LITIGES**

---

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

### **15.1 Règlement à l'amiable**

En application des articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, La procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduite en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.

### **15.2 Règlement juridictionnel**

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

#### **Tribunal administratif de Cergy-Pontoise**

2-4 Boulevard Hautil  
95000 Cergy  
Tél : 01.30.17.34.00

## **ARTICLE 16. DEROGATION AU CCAG-FCS**

---

Article du présent CCP	Articles du CCAG/FCS auxquels ils dérogent
2.1	4.1
2.3	4.2.1
6.1	28.1
6.2	28.2
11.1	14.1
13	9